



**Réponse d'Alliance TICS à la consultation publique menée par l'ARCEP
sur les modalités d'attribution des bandes de fréquences 800 MHz et
2,6 GHz pour le déploiement des réseaux mobiles à très haut débit**

Septembre 2010

Question n°1. Avez-vous des commentaires sur la contribution de la 4G au développement du haut et du très haut débit mobile, et notamment sur les performances qu'il est permis d'attendre ?

Réponse d'Alliance TICS :

Le numérique est devenu, pour nos concitoyens, aussi important que l'eau ou l'électricité. Compte tenu de l'évolution rapide de leurs besoins, il est nécessaire de prévoir, dès à présent, le déploiement des réseaux à très haut débit. Il s'agit d'un enjeu majeur pour notre pays.

Nous partageons l'analyse de l'ARCEP sur l'évolution des débits attendus en mobilité. Nos adhérents anticipent une forte croissance du trafic internet et des nouveaux services (télé-santé, télé-éducation, services de sécurité, etc..), quels que soient les technologies, le type de réseau d'accès (fixe ou mobile) et la zone géographique considérée.

Nous confirmons que les technologies 4G apporteront des débits supérieurs à ceux permis par les technologies 3G, ainsi que les caractéristiques techniques rappelées dans le texte de la consultation.

Nous souhaitons apporter plusieurs précisions sur ces aspects :

- Tout d'abord, les technologies 4G sont conçues pour adresser le marché mondial. Il est à noter que des différences existeront au niveau régional, notamment du fait des spécificités réglementaires locales (ex : bandes de fréquences allouées, canalisation).
- Les technologies LTE se déclinent en deux familles : FDD et TDD. La maturité de chacune de ces familles est, aujourd'hui, équivalente (voir également la réponse à la question 20)
- Il n'y a pas de frein technologique pour la mise sur le marché, à terme, de terminaux LTE en bande 800 MHz, utilisant des canalisations supérieures à 10 MHz.
- Enfin, des terminaux spécifiquement adaptés à un usage fixe, comprenant par exemple un système d'antenne sur le toit, pourront être disponibles dans un avenir proche, en fonction de la demande du marché.

Question n°2. Avez-vous des commentaires sur les obligations de déploiement au niveau métropolitain et départemental envisageables compte tenu des objectifs d'aménagement numérique du territoire de la procédure d'attribution des fréquences à 800 MHz, et sur les taux de couverture à retenir ? Pouvez-vous quantifier l'impact des différentes obligations proposées sur la valorisation du spectre ? Est-ce que la caractérisation de la couverture par un service d'accès mobile à très haut débit d'au moins 60 Mbit/s vous paraît appropriée ?

Réponse d'Alliance TICS :

Alliance TICS soutient l'approche proposée par l'ARCEP consistant à définir la zone de couverture du service de la même manière que pour la 3G, à savoir l'ensemble des lieux sur lesquels le service est disponible à un débit crête fixé, reflétant le niveau de performance attendu des technologies 4G.

Question n°9. Avez-vous des commentaires sur les enjeux de valorisation dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ? Quel éclairage pouvez-vous apporter sur l'impact sur la valorisation du spectre des principales dispositions mentionnées dans la présente consultation pour prendre en compte les enjeux d'aménagement du territoire et d'équilibre concurrentiel dans l'accès au spectre ?

ET

Question n°10. Dans quelle mesure les dispositions présentées vous paraissent-elles correspondre à un équilibre approprié entre les objectifs d'aménagement du territoire, de concurrence sur le marché mobile et de valorisation du spectre ?

Réponse d'Alliance TICS :

Il nous semble important que les pouvoirs publics prennent conscience des enjeux liés aux choix qui seront fait en matière de valorisation du spectre :

- *Enjeux pour l'économie* : Le numérique constitue un moteur de croissance puissant pour toute l'économie. De ce fait, les recettes fiscales futures que génèreront directement et indirectement ces nouveaux services seront assurément sans commune mesure avec les sommes qui pourraient être collectées à court terme au titre de la mise à disposition des fréquences.
- *Enjeux pour le développement du numérique dans notre pays et l'aménagement du territoire* : les investissements des opérateurs contribuent, de manière significative, à répondre aux objectifs des pouvoirs publics en matière de développement des services numériques et d'accès, pour répondre aux besoins actuels et futurs de tous nos concitoyens
- *Enjeux pour l'emploi* : le déploiement des réseaux télécoms nécessite la mobilisation d'un nombre significatif de ressources locales. Le déploiement des réseaux 4G pourrait générer directement plusieurs dizaines de milliers d'emplois (dans les métiers de génie civil, installation des équipements de réseaux, ingénierie, conseil, constructeurs d'équipements de réseaux, etc..) dans notre pays. En cas de ralentissement de l'investissement, le nombre d'emplois créés pourrait être fortement impacté.

Alliance TICS regrette qu'un mécanisme d'enchères ait été retenu pour l'attribution des licences 4G :

- Ce mécanisme a contribué, lors de l'attribution des licences 3G, à la déstabilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique, et, près de 10 ans plus tard, les effets s'en font encore ressentir.
- L'expérience du passé nous montre que les enchères ne constituent pas un moyen de maximiser l'usage du spectre. Seule une politique favorisant l'investissement et le recours aux technologies les plus performantes permet de maximiser l'usage de la ressource radioélectrique.

Si les pouvoirs publics devaient confirmer ce choix, nous recommandons que le prix de réserve soit fixé au niveau le plus bas possible.

Question n°11. L'approche sur la neutralité technologique et de service dans les différentes bandes présentée ci-dessus et, en particulier, le traitement de la réutilisation de la bande 1800 MHz par d'autres systèmes que ceux de deuxième génération vous paraît-elle pertinente ? Une adaptation du montant des redevances prévu par le décret 2007-1532 modifié vous paraît-elle souhaitable ?

Réponse d'Alliance TICS :

Alliance TICS soutient l'approche sur la neutralité technologique proposée par l'ARCEP, qui est conforme avec les nouvelles dispositions réglementaires européennes. Cette neutralité technologique doit, bien entendu, se faire à la condition que les technologies ne créent pas, entre elles, d'interférences dommageables à leur bon fonctionnement.

Question n°12. Vous paraît-il souhaitable d'ouvrir dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, la possibilité de cession ou de mise à disposition d'autorisation d'utilisation de fréquences, notamment pour permettre la mutualisation de fréquences entre opérateurs ?

Réponse d'Alliance TICS :

Alliance TICS est d'accord avec les principes concernant les cessions et les mises à dispositions de fréquences, proposés par l'ARCEP.

Question n°15. Le sujet de la coexistence de part et d'autre de 790 MHz entre service mobile et service de radiodiffusion appelle-t-il des commentaires de votre part ?

Réponse d'Alliance TICS :

Alliance TICS recommande de poursuivre les réflexions sur les conditions de coexistence entre services audiovisuels et de télécommunication mobile de part et d'autre de la fréquence 790 MHz. Il nous semble en effet important que les candidats aux licences attribuées dans la bande 800 MHz puissent disposer des informations les plus complètes, notamment dans le cas où il s'avèrerait impossible d'utiliser les fréquences proches de 790 MHz.

Question n°17. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 800 MHz ?

ET

Question n°19. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 2,6 GHz ?

Réponse d'Alliance TICS :

Les équipementiers télécoms sont aujourd'hui particulièrement heureux de disposer de fréquences pour mener des expérimentations de technologies 4G dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, grâce aux actions de l'ARCEP.

Nos industries souhaiteraient pouvoir continuer à mener, de manière temporaire et localisée, de telles expérimentations, y compris après l'attribution des fréquences aux opérateurs. Cela nous semble important pour que la France puisse continuer à disposer d'une avance technologique significative et d'industriels innovants implantés sur son territoire.

Aussi, nous proposons qu'un critère de sélection soit ajouté pour évaluer la propension des candidats à répondre favorablement à des demandes d'expérimentations techniques dans les fréquences dont ils disposent, dans la limite des contraintes techniques liées à l'exploitation des réseaux.

Question n°20. Dans quel calendrier vous paraît-il pertinent que soit lancée une procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux mobiles dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz ? Avez-vous à ce stade des commentaires sur les conditions techniques à appliquer dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz, afin notamment de permettre la coexistence avec la partie FDD de la bande ? Une approche tendant à différer, à ce stade, l'attribution de la partie TDD de la bande 2,6 GHz pour mieux la valoriser ultérieurement et à prévoir un nouveau bilan fin 2011 en liaison avec l'aboutissement des travaux sur les nouveaux usages dans d'autres bandes TDD, notamment la bande 2010 – 2025 MHz, vous paraît-elle adaptée ?

Réponse d'Alliance TICS :

D'un point de vue technologique, les technologies 4G se déclinent en deux familles (FDD et TDD) et en deux standards principaux LTE et WiMAX pouvant tous deux évoluer l'un vers l'autre, LTE vers TDD et WiMAX vers FDD.

Ces technologies existent et connaissent une évolution technologique particulièrement rapide, tout comme celle des besoins des utilisateurs. Pour répondre à ces besoins, Alliance TICS encourage les pouvoirs publics à mettre les ressources en fréquences nécessaires face à la demande des opérateurs.